

Lyon le 20 décembre 2023

Monsieur le président du CSAL,

Dans un contexte économique et social complexe avec les sujets de pouvoir d'achat, d'évolution de la rémunération avec la notion de mérite en filigrane et une nouvelle évolution de la DGFIP avec la déclinaison du Cadre d'objectifs et de moyens pour les années 2023/2027, nous sommes face à un questionnement des agents quant à leur considération.

À ce contexte, à plus d'un titre anxiogène pour les personnels, de défiance envers les responsables administratifs, est venue s'ajouter la gestion du dysfonctionnement de l'application GMBI qui a mené les personnels à assurer un service public dégradé dû à un manque de moyens tant humains que budgétaires, à un manque d'anticipation, mais aussi au dogme du numérique de notre administration. Une nouvelle prime « one shot » est venue polluer le paysage, en divisant encore des services. La prime COVID n'aurait donc apporté aucune leçon ? Sans parler de la prime pouvoir d'achat...

Ce ne sont pas ces positions qui vont atténuer le sentiment d'injustice ressenti par les agents, qui vont participer à la baisse des RPS qui vous tient tant à cœur ou encore qui vont assurer une cohésion des équipes déjà détériorée, et encourager le maintien des consciences professionnelles.

La tenue de la dernière FS nous a montré le peu de considération des hautes instances, concernant la représentation syndicale. En effet, à la mise à disposition tardive et bâclée du Règlement Intérieur du CSA/FS, on nous demande d'apporter des modifications qui ne peuvent en aucun cas, venir amender les articles du dit RI et qui apporteraient peut-être des améliorations à une circulaire arrivant au premier semestre sans aucune certitude.

Les bureaux nationaux seraient-ils si mal compris dans leurs demandes ?

Concernant les emplois, force est de constater que les postes à profil, les contractuels et les détachements se multiplient. Comment alors ne pas s'interroger sur les recrutements pour combler les emplois vacants et le devenir du statut du fonctionnaire ?

L'attractivité tant mise en exergue ne serait-elle pas à la hauteur des ambitions de notre administration ?

2024 c'est demain. Un nouveau budget DGF va arriver.

Nous pouvons donc penser que des restructurations dans certains services, auront lieu. En effet, les pertes de certaines missions ou déplacements de celles-ci vont amener à de nouvelles organisations immobilières pour certaines structures. Les conséquences sur les agents peuvent être notables. Nous espérons donc être associés en amont à tout remaniement de service.

En résumé, le constat global inquiète, et si une prise de conscience de nos dirigeants ne se fait pas rapidement, beaucoup de collègues n'auront pas la possibilité de profiter d'une retraite paisible, déjà repoussée par l'injuste réforme des retraites.

Solidaires Finances Publiques, compte bien que l'engagement professionnel de l'ensemble des personnels soit enfin reconnu et à la hauteur des attentes des agents qui sont et font la DGFIP.

Il en va de votre responsabilité.